

Arrêté n° 25-027-NB

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
À L'ENCONTRE DE LA SOCIÉTÉ FLORENTAISE SA QUI EXPLOITE UNE CARRIÈRE DE TOURBE
SUR LES COMMUNES DE GORGES ET MONTSENELLE (COMMUNE DÉLÉGUÉE DE SAINT-JORES)**

**Le Préfet de la Manche,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 411-2, L. 514-5 et R. 171-1 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 211-2 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2006 autorisant la société CARGILL FRANCE SAS à poursuivre l'exploitation d'une carrière sur les communes de Gorges et Saint-Jores ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 20 février 2015 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2006, portant changement d'exploitant au profit de la société FLORENTAISE SA dont le siège social est situé au lieu-dit Le Pâtis – 44850 Saint-Mars-du-Désert et modifiant les modalités d'exploitation de la carrière de tourbe sur les communes de Gorges et Saint-Jores ;
- Vu** le plan d'actions présenté fin août 2024 par la société FLORENTAISE SA pour le maintien des espèces et habitats ;
- Vu** le dossier déposé en août 2024 pour la demande de dérogation aux interdictions édictées pour la conservation d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats ;
- Vu** le rapport du 14 janvier 2025 de l'inspection des installations classées à la suite de la visite sur site le 4 décembre 2024 ;
- Vu** le courrier du 20 janvier 2025 notifié le 22 janvier 2025 de transmission à la société FLORENTAISE SA du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure l'invitant à formuler ses observations à M. le préfet de la Manche sous un délai de 15 jours dans le cadre de la procédure contradictoire ;
- Vu** l'absence d'observation de la société FLORENTAISE SA sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT ce qui suit :

- l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2015 dispose que :

« Dans la continuité du bilan intermédiaire élaboré en 2014, un plan d'action environnemental pour la réhabilitation de la tourbière est établi et mis en œuvre par l'exploitant.

Ce plan établit un programme d'actions de connaissance et de gestion du patrimoine naturel du site ayant pour objectifs, ceux à long terme présentés par le bilan intermédiaire 2014, et notamment :

- la restauration de milieux accueillant l'avifaune nicheuse, migratrice et hivernante, et qui existait avant la remontée du niveau d'eau, notamment les roselières ;*
- le maintien des populations de plantes protégées, et plus généralement de la flore turficole d'intérêt patrimonial ;*
- le maintien des habitats et des espèces reconnues d'intérêt patrimonial. »*

- le programme d'action présenté par la société FLORENTAISE SA présente bien des actions de maintien des espèces et habitats ;

- pour réaliser ces actions, une dérogation aux interdictions édictées pour la conservation d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° du I de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, est nécessaire ;

- le dossier de demande de dérogation en application du 4° du I de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, déposé en août 2024, n'a pu être instruit car le dossier était incomplet ;

- l'autorisation de l'exploitation expire le 29 décembre 2026 ;

- certaines actions du plan d'actions environnemental n'ont pas encore été réalisées ou ne l'ont été que partiellement, faute de disposer de cette dérogation ;

- dans ces conditions, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société FLORENTAISE SA de déposer dans un délai imposé une demande complète de dérogation comprenant tous les éléments justificatifs et d'analyses permettant son instruction ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Mise en demeure

La société FLORENTAISE SA, dont le siège social est situé au lieu-dit Le Grand Pâtis – 44850 Saint-Mars-du-Désert, est mise en demeure de respecter, **avant le 20 février 2025**, les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2015 susvisé, en déposant en préfecture une demande complète de dérogation aux interdictions édictées pour la conservation d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° du I de l'article L. 411-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 2 : Sanction en cas de non-respect de la présente mise en demeure

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 : Publicité

En application de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Manche : www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis pendant une durée de 2 mois.

Une copie de l'arrêté sera adressée aux maires de Gorges et de Montsenelle (commune déléguée de Saint-Jores).

ARTICLE 5 : Délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Caen, 3 rue Arthur Le Duc – BP 25086 – 14050 Caen cedex 4, par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné ci-dessus.

ARTICLE 6 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, l'inspecteur des installations classées, le maire de Gorges, le maire de Montsenelle (commune déléguée de Saint-Jores) et le président de la société FLORENTAISE SA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Saint-Lô, le 11 FEV. 2025

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Perrine SERRE

